

La voix de l'opposition de gauche

Le 29 octobre 2017

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf \(24 pages\)](#)

Une contribution à la question espagnole.

Lénine : Les tâches des social-démocrates russes (1897)

Extrait.

- "Nous avons montré le lien indissoluble qui unit la propagande et l'agitation socialistes et démocratiques, le parallélisme total de l'action révolutionnaire dans l'une et l'autre sphères. Mais il existe aussi une différence importante entre ces deux formes d'activité et de lutte. Cette différence tient au fait que, dans la lutte économique le prolétariat est absolument seul : il a contre lui la noblesse terrienne et la bourgeoisie, bénéficiant seulement (et encore pas toujours) de l'aide des éléments de la petite bourgeoisie qui se sentent attirés vers lui. Tandis que dans la lutte démocratique, politique, la classe ouvrière russe n'est pas seule : elle a à ses côtés tous les éléments, couches et classes politiquement dans l'opposition, qui sont hostiles à l'absolutisme et le combattent sous telles ou telles formes. A côté du prolétariat il y a aussi les éléments d'opposition de la bourgeoisie ou des classes cultivées, ou de la petite bourgeoisie, ou des nationalités, religions, sectes, etc., etc., persécutées par l'absolutisme. Une question se pose tout naturellement : quelles doivent être les rapports de la classe ouvrière avec ces éléments ? Et ne doit-elle pas s'allier à eux pour lutter ensemble contre l'absolutisme ? Puisque tous les social-démocrates reconnaissent qu'en Russie la révolution politique doit précéder la révolution socialiste, ne convient-il pas, après s'être allié à tous les éléments d'opposition politique pour lutter contre l'absolutisme, de laisser pour l'instant le socialisme de côté ? N'est-ce pas obligatoire pour intensifier la lutte contre l'absolutisme ?

Examinons ces deux questions.

L'attitude de la classe ouvrière, en tant que combat tant contre l'absolutisme, envers tous les autres groupes et classes d'opposition politique de la société, est déterminée avec une parfaite précision par les principes essentiels du social-démocratisme, exposés dans le célèbre Manifeste du Parti Communiste. Les social-démocrates soutiennent les classes progressistes de la société contre les classes réactionnaires, la bourgeoisie contre les représentants de la propriété terrienne avec leurs privilèges de caste et contre le corps des fonctionnaires ; la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie. Ce soutien ne suppose ni ne requiert aucun compromis avec les programmes et les principes non social-démocrates : c'est le soutien d'un allié contre un ennemi déterminé. Si les social-démocrates prêtent ce soutien, c'est pour hâter la chute de l'ennemi commun, mais ils n'attendent rien pour eux-mêmes de ces alliés temporaires et ne leur font aucune concession. Les social-démocrates soutiennent tout mouvement révolutionnaire contre le régime social actuel, toute nationalité opprimée, toute religion persécutée, toute catégorie sociale humiliée et ainsi de suite, dans leur lutte pour l'égalité des droits.

Le soutien de tous les éléments d'opposition politique se traduira dans la propagande des social-démocrates par ce fait que, tout en mettant en évidence l'hostilité de l'absolutisme envers la cause ouvrière, ils montreront que l'absolutisme est hostile également à tels ou tels autres groupes

sociaux ; ils montreront la solidarité de la classe ouvrière avec ces groupes dans telles ou telles questions, pour tels ou tels objectifs, etc. En matière d'agitation, ce soutien se traduira par le fait que les social-démocrates profiteront de toutes les manifestations du joug policier de l'absolutisme pour montrer aux ouvriers que ce joug pèse sur tous les citoyens russes en général et, notamment, sur les représentants des catégories sociales, nationalités, religions, sectes, etc., particulièrement opprimées, et qu'il s'exerce plus spécialement sur la classe ouvrière. Enfin, dans la pratique, ce soutien se traduit par le fait que les social-démocrates russes sont prêts à conclure des alliances avec les révolutionnaires d'orientation différente en vue d'atteindre tels ou tels objectifs partiels, ce qu'ils ont plus d'une fois pratiquement démontré.

Nous en arrivons ainsi à la deuxième question. Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan ; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité ; ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés d'aujourd'hui. On nous dira : « Cette mise au point affaiblira tous ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique. » Une telle mise au point, répondrons-nous, fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris de classes déterminées ; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. Premier point.

En second lieu, dans la lutte contre l'absolutisme la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle seule est l'ennemi conséquent jusqu'au bout et irréductible de l'absolutisme ; c'est entre elle seule et l'absolutisme que les compromis sont impossibles ; c'est dans la classe ouvrière seule que le démocratisme peut trouver un partisan sans réserve, qui n'hésitera ni ne regardera en arrière. Dans toutes les autres classes, dans tous les autres groupes et couches de la population, l'hostilité envers l'absolutisme n'est pas irréductible ; leur démocratisme regarde toujours en arrière. La bourgeoisie ne peut pas ne pas se rendre compte que l'absolutisme freine le développement industriel et social ; mais elle redoute la démocratisation complète du régime politique et social, et peut toujours faire alliance avec l'absolutisme contre le prolétariat. La petite bourgeoisie a une double nature ; attirée vers le prolétariat et le démocratisme, elle l'est aussi vers les classes réactionnaires ; elle cherche à freiner l'histoire ; elle est capable de se laisser prendre aux expériences et aux avances de l'absolutisme (telle, par exemple, la « politique populaire » d'Alexandre III) ; elle est capable de faire alliance avec les classes gouvernantes contre le prolétariat pour consolider la situation de petit possédant. Les personnes instruites, les intellectuels en général, ne peuvent manquer de s'insurger contre la barbare oppression policière de l'absolutisme qui persécute la pensée et le savoir ; mais les intérêts matériels de ces intellectuels les attachent à l'absolutisme et à la bourgeoisie, les obligent à se montrer inconséquents, à passer des compromis, à vendre leur ardeur révolutionnaire et leur esprit d'opposition pour les émoluments que l'État leur verse ou pour une participation aux bénéfices ou aux dividendes. Quant aux éléments démocratiques appartenant aux nationalités opprimées ou professant une religion persécutée, chacun sait et voit que les antagonismes de classe au sein de ces catégories de la population sont beaucoup plus forts et plus profonds que la solidarité de toutes les classes de telle ou telle catégorie contre l'absolutisme et pour des institutions démocratiques. Seul le prolétariat peut être – et, en raison de sa situation de classe, il ne peut pas ne pas être – démocrate jusqu'au bout, ennemi déterminé de l'absolutisme, sans concession ni compromis. Seul le prolétariat peut être un combattant d'avant-garde pour la liberté politique et les institutions démocratiques ; car, premièrement, c'est le prolétariat qui a le plus à souffrir de l'oppression politique, car celle-ci ne trouve aucun correctif dans la situation de cette classe, laquelle n'a accès ni au pouvoir suprême, ni même au corps des fonctionnaires, ni n'a la possibilité d'influencer l'opinion publique.

En second lieu, seul le prolétariat est capable de réaliser jusqu'au bout la démocratisation du régime politique et social, car une telle démocratisation mettrait ce régime entre les mains des ouvriers. Voilà pourquoi la fusion de l'activité démocratique de la classe ouvrière avec le

démocratisme des autres classes et groupes affaiblirait la vigueur du mouvement démocratique, affaiblirait la lutte politique, la rendrait moins résolue, moins conséquente, plus portée aux compromis. En revanche, l'affirmation de la classe ouvrière comme telle, en tant que combattant d'avant-garde pour les institutions démocratiques, renforcera le mouvement démocratique, intensifiera la lutte pour la liberté politique, car la classe ouvrière stimulera tous les autres éléments démocratiques et d'opposition politique ; elle poussera les libéraux vers les radicaux politiques, elle poussera les radicaux à rompre sans retour avec tout le régime politique et social de la société actuelle. Nous avons dit plus haut que tous les socialistes de Russie devaient devenir des social-démocrates. Nous ajoutons maintenant : tous les démocrates véritables et conséquents de Russie doivent devenir des social-démocrates."

Je ne commenterai pas ce texte de Lénine, je me contenterai d'un rapide constat. Pour commencer, qu'est-ce qu'il est difficile de devenir de véritables "social-démocrates", on dirait communistes de nos jours (ou depuis un siècle) !

Ce passage demeurera incompréhensible aux gauchistes, je pense qu'il est approprié à la question catalane : "*Les social-démocrates soutiennent (...) la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie.*". J'avoue qu'il m'est arrivé de ne pas toujours en tenir compte en réagissant trop hâtivement aux dérives opportunistes.

J'ai noté également que les partisans et les adversaires du processus de l'indépendance de la Catalogne ne manqueront pas de se saisir de certains arguments figurant dans ce texte pour justifier leur position... en les sortant de leur contexte, et c'est justement pour cette raison, parce que j'estime qu'ils sont inappropriés que j'ai préféré ne pas y faire référence, et qu'en guise de réponse aux uns et aux autres j'ai reproduit le bref passage ci-dessus qui s'adressent aux et aux autres.

Lénine insista sur un point capital que nos dirigeants négligèrent totalement, à savoir qu'inlassablement et patiemment il fallait expliquer aux travailleurs et aux militants pourquoi nous adoptions telle ou telle position, ce que je me suis employé à faire dans les causeries depuis près de 10 ans, tout en ignorant si j'avais été compris ou non et par qui, puisque mes lecteurs continuent de faire preuve d'ostracisme à mon égard, mais bon, c'est leur problème et pas le mien.

Communiqué du POID.

Bas les pattes devant la République catalane !

Ce 27 octobre, le Parlement de Catalogne a, par une résolution, décrété que « la Catalogne constitue un État indépendant sous la forme d'une République » et décidé d'engager « un processus constituant ». Cette déclaration est conforme au résultat du référendum du 1er octobre. Elle est conforme à l'exigence démocratique : c'est au peuple catalan de décider de son avenir, et à lui seul !

Depuis que cette déclaration a été connue, c'est un véritable déchaînement contre la République catalane :

- le gouvernement Rajoy s'est engagé dans une escalade de répression : mise sous tutelle de la Catalogne (article 155), poursuites contre le président de la Généralité pour « rébellion » ;
- l'Union européenne, l'administration Trump, Macron et tous les gouvernements des grandes puissances capitalistes condamnent la proclamation de la République et se rangent derrière Rajoy et la monarchie ;

- en Espagne même, tous les dirigeants des principaux partis, y compris les partis de « gauche » (notamment PSOE et Podemos) condamnent la proclamation de la République et se rangent derrière la monarchie. Il est clair que la proclamation de la République de Catalogne ouvre une brèche dans le système institutionnel de la monarchie franquiste mis en place il y a quarante ans dans la continuité de la dictature de Franco.

Dans cette brèche peuvent s'engouffrer tous les peuples de l'État espagnol, du Pays basque à la Galice, de l'Andalousie à la Castille, pour proclamer à leur tour leurs Républiques et engager partout le processus constituant permettant aux peuples eux-mêmes de décider ce que doivent être le contenu social et la forme d'une véritable union libre des Républiques libres d'Espagne.

C'est aux peuples de décider. Le Parti ouvrier indépendant démocratique, qui combat en France contre le régime de la V^e République et contre l'Union européenne, pour l'unité pour chasser le gouvernement Macron-Philippe, pour l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, réaffirme sa solidarité avec le peuple et les travailleurs de Catalogne, et ceux de toutes les régions d'Espagne en lutte pour la démocratie et contre la monarchie. Ne touchez pas au peuple catalan ! Fin.

Si l'Espagne n'est pas une République au sens propre du terme (lequel d'ailleurs?), elle est une monarchie parlementaire où la royauté ne possède aucun des trois pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire), hormis la présence du roi, les institutions sont comparables ou ont un fonctionnement tout aussi antidémocratique que la République française par exemple. Les députés sont élus au suffrage universel et le parti qui détient la majorité nomme le Premier ministre qui forme le gouvernement, etc. De plus tous les Espagnols bénéficient de la même Constitution et des mêmes droits, ce qui correspond à une République, qui rappelons-le ne signifie pas démocratie ; la République romaine qui a fait suite à la monarchie des rois Étrusques était en réalité une oligarchie patricienne (les patriciens appartenaient de par leur naissance à la classe supérieure des citoyens romains.), à une autre époque il existera en France une République censitaire où seuls ceux qui avaient les moyens de payer le cens pouvaient être électeurs ou éligibles. Dans la démocratie grecque de l'Antiquité, les femmes et les esclaves n'avaient pas le droit de vote.

En fait, en République la démocratie s'arrête où commence l'oppression d'une classe sur une autre, et son champ d'application où le cadre dans lequel elle s'exerce est défini par les rapports sociaux en vigueur qui en fixent le contenu et les limites. C'est le développement économique et l'existence des différentes classes sociales qui légitiment le processus politique aboutissant à la République, sans que ce soit un modèle de société idéal qui ne sera atteint que lorsque les classes sociales auront disparu. On peut observer de nos jours que quels que soient les régimes en places ou le niveau de développement économique dans les différents pays, tous ou presque ont dû adopter la République à des degrés très différents, qu'ils s'en réclament ou non peu importe, dans la mesure où ils ont tous adopté une Constitution et disposent d'un parlement, sans préjuger ici du contenu de leur Constitution, des droits politiques dont disposent leur peuple ou du fonctionnement de leurs institutions, qui seront forcément plus ou moins antidémocratiques, puisque c'est la même classe qui détient le pouvoir ou une minorité exploite et opprime la majorité du peuple. La nature sociale de la République est déterminée par les rapports sociaux existant entre les classes, et c'est elle qui détermine le contenu et les limites des droits dits égaux consentis à tous les citoyens, autrement dits ces droits ne doivent pas empiéter sur les intérêts de la classe qui détient le pouvoir, et lorsqu'il arrive exceptionnellement que ce soit le cas au cours de la lutte des classes, par exemple au détour d'un référendum, ces droits sont piétinés ou suspendus, voire supprimés. Sous un régime capitaliste, les droits accordés aux citoyens ou l'exercice de ces droits doivent demeurer compatibles avec la nature de classe de la République, ils ne peuvent porter atteinte à la domination de classe de la classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes. Le combat pour une République en Catalogne s'inscrit-il dans cette perspective, revêt-il ce contenu révolutionnaire, je n'en ai pas du tout l'impression.

L'existence d'un roi dans certains pays en Europe témoigne de l'arriération politique des masses qu'on le veuille ou non. C'est assurément un anachronisme à notre époque, mais peut-être pas tant que cela quand on regarde par exemple la Constitution de la Ve République qui octroie des droits exorbitants au Président de la République digne d'un monarque, peut-être même supérieurs à ceux dont disposent les rois d'Espagne ou d'Angleterre, et pourtant le brave peuple français s'en accommode très bien, pour le meilleur et le pire, inutile de préciser comment se répartissent le meilleur et le pire, vous le savez aussi bien que moi.

J'ai relevé cette conversation sur le Net :

- Tu prétends qu'un Etat peut être monarchique et démocratique à la fois en te basant sur l'Espagne, qui est une monarchie parlementaire. Là où tu te plantes, c'est qu'une monarchie parlementaire est une forme de démocratie, et non une forme de monarchie.

Si tu regardes la définition de monarchie, tu remarqueras qu'une monarchie doit être régie par un monarque. Or ce n'est pas le cas en Espagne ou en Angleterre.

Il ne faut pas confondre :

- République et démocratie.
- Monarchie et régime autoritaire.

Dans les deux lignes le premier mot décrit la philosophie du régime, le second son mode de fonctionnement.

N'ayant pas le temps de m'éterniser sur cette question qui nous divise une fois de plus, terminons dans la bonne humeur :

- Michel Audiard : "La dictature c'est « ferme ta gueule ! », la démocratie c'est « cause toujours !»".

Un internaute - On croit naïvement que la république est démocratique, elle est en fait une ploutocratie, un régime de l'argent, un système clientéliste.

Disons qu'une République sans démocratie, c'est l'équivalent d'une monarchie sans couronne, le régime qui existe en France. Seul le prolétariat révolutionnaire au pouvoir peut instaurer une République démocratique digne de ce nom. A suivre.

Un épilogue écrit tard dans la soirée et le lendemain matin.

Monarchie parlementaire ou République placées sous la tutelle de Bruxelles, qu'est-ce que cela change, qu'est-ce que les travailleurs espagnols devraient en attendre ?

La question est de savoir si les travailleurs espagnols et pas seulement ceux de Catalogne considèrent la monarchie parlementaire comme une République, sachant qu'elle fonctionne comme telle ou qu'elle en a pratiquement tous les attributs. Si tel est le cas, le combat pour une République en Catalogne est destiné à se terminer dans une impasse, parce qu'il ne sera pas soutenu par la majorité des travailleurs des 16 autres régions de l'Espagne.

Au regard des éléments que nous avons passé en revue, le combat pour une République catalane ne correspond pas aux tâches que le prolétariat espagnol devrait se fixer, qui devraient être axées contre la Constitution et les institutions nationales et régionales dans la perspective d'une République sociale (ou socialiste) espagnole rompant avec le capitalisme et l'UE. Et c'est la classe

ouvrière avec les partis et les organisations luttant à ses côtés qui devrait assumer la direction de ce combat politique.

Il y a ceux qui en appel à des principes, et il y a ceux qui préfèrent partir des faits

On pourrait assimiler les principes à des aphorismes, un condensé d'une théorie ou la conclusion concise d'une réflexion qui s'exprime en quelques mots. Mais on ignore sur quoi ils reposent.

Les faits et leur enchaînement présentent l'avantage de permettre à chacun de percevoir clairement le rôle et les rapports de chacun des acteurs politiques, de discerner leurs intentions ou leurs objectifs qui sont parfois inavouables, donc ils aident les travailleurs ou les militants à mieux comprendre un évènement ou la situation, d'en tirer un enseignement pour la suite de leur combat politique, à progresser.

Quand on vous dit qu'il faut adopter telle ou telle position au nom d'un principe, par exemple celui du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes, du droit à leur autodétermination, cela ne vous renseigne pas sur la situation réelle dans un pays, sur les rapports existant entre les classes, sur l'état d'esprit des masses, bref, c'est une déclaration qui ne présente pas plus d'intérêt qu'une déclaration de principe, vous n'êtes pas plus avancé ou vous n'en saurez pas davantage. Après on s'étonne que recourir à un tel procédé ne permette pas de construire le parti, on a presque envie de dire heureusement !

Maintenant il arrive qu'il y en ait qui évoquent des faits, par exemple une grève, une manifestation, sans qu'ils nous disent quelle en était l'orientation politique, quel était l'état d'esprit des travailleurs qui y ont participé, ils nous en proposent une interprétation qui est censée être celle des travailleurs, alors qu'en réalité il s'agit de la leur qui sert juste à faire coïncider la réalité avec leur théorie, ils se substituent aux travailleurs, et comme par la suite généralement les évènements les désavouent ou ne se déroulent pas comme ils les avaient prévus, il est très facile de les confondre ou de comprendre qu'on avait à faire à des gens peu sérieux.

Personnellement, je suis bourré de principes, mais je suis bien obligé de les adapter à la réalité, cela m'est d'autant plus facile qu'étant Français et vivant en Inde, il m'a bien fallu admettre que je ne pouvais pas appliquer tels quels les mêmes principes en Inde qu'en France, au point qu'à chaque fois qu'un principe me vient à l'esprit, je dois me poser la question de savoir comment je dois l'adapter en Inde, s'il est valable ou si je dois y renoncer, et quand il m'arrive encore, mais de plus en plus rarement de l'oublier, cela me joue de vilains tours, et je me sermonne pour avoir manqué de vigilance ou de conscience. En fait, je dois me poser cette question chaque fois que je croise une personne différente ou la même personne dans des conditions différentes. Du coup, je suis choqué de voir que des militants recourent à des principes avec une telle légèreté.

Loin de moi l'idée d'opposer nos principes aux faits, ce que j'ai voulu dire, c'est que les principes ne pouvaient pas se substituer aux faits et à leur analyse avant d'en tirer une conclusion théorique ou pratique, car ce serait prendre le risque de se méprendre sur la réalité et d'adopter une position erronée ou pire encore.

Lorsque l'OTAN et la France ont bombardé la Libye, on nous a dit qu'il fallait s'y opposer par principe, c'était complètement stupide ou improductif, car il aurait suffi d'évoquer la situation réelle en Libye pour comprendre ce qui se passait réellement et condamner ce bombardement. Le fait d'avoir occulté les faits a fait perdre toute crédibilité au principe évoqué, du coup cette position qui était juste devenait suspecte pour ne pas dire infondée, elle perdait toute légitimité, ce qui en conséquence faisait le jeu de ceux qui bombardaient la Libye.

Il faudrait demander à ceux qui ont fait référence à ce principe pour justifier leur position, pourquoi ils n'ont pas évoqué les faits tout simplement, puisqu'ils permettaient de comprendre

immédiatement qu'on avait à faire à une machination, à un énorme mensonge de l'OTAN et de Sarkozy pour justifier le bombardement de la Libye, tout comme précédemment l'Irak. Ils n'ont pas nié la version falsifiée des faits produite par l'OTAN et le gouvernement français ou l'ensemble des médias aux ordres, craignaient-ils de les affronter, c'est une question qu'on est en droit de se poser, surtout sachant après coup qu'ils récidiveront avec la Syrie.

Pensaient-ils que des principes gravés dans le marbre feraient davantage l'unanimité parmi leurs militants ou le mouvement ouvrier, plutôt que des faits censurés par l'OTAN et le gouvernement français, ainsi que les médias ? Craignaient-ils de passer pour des réactionnaires en se référant à des faits qui étaient à l'avantage de Kadhafi ? N'ont-ils pas déformé délibérément la réalité en procédant à un non-dit, en se camouflant derrière un principe dont finalement ils n'étaient pas dignes ? Pourquoi ont-ils ménagé l'OTAN et le gouvernement français au détriment du peuple libyen ? Au nom d'un principe ? Lequel ? Inavouable assurément.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en se présentant de la sorte ils pouvaient se faire passer pour des opposants résolus à l'OTAN et au gouvernement français, sans se mouiller avec Kadhafi qui était présenté comme un terrible dictateur, ce qu'il était beaucoup moins que les chefs d'États occidentaux et leurs vassaux africains, même en condamnant le bombardement de la Libye par l'OTAN et le gouvernement français, ils demeuraient en quelque sorte fréquentables à leurs yeux, leurs alliés, ils n'avaient pas franchi la ligne rouge qui aurait consisté à révéler le pot aux roses ou l'imposture qui avait servi de prétexte à l'agression de la Libye, de manière à ce que la population française tenue dans l'ignorance des faits approuve la décision du gouvernement de bombarder ce pays.

Ce n'est là ni une accusation ni une interprétation, ce sont strictement les faits. Je peux en parler tranquillement, puisque dans un premier temps je me suis fait piéger par la propagande officielle, et lorsque j'eus connaissance des faits réels, je rectifiai immédiatement ma position et condamnai le bombardement de la Libye.

Avant-hier soir j'ai regardé une vidéo sur la Syrie. J'ai écouté le récit d'une habitante d'Homs, une des plus grandes villes de Syrie.

Elle raconta qu'un jour les barbares ont débarqué dans le centre ville et ils ont mis en joug les hommes et les femmes qui se trouvaient là. Ils les séparèrent, les femmes d'un côté et les hommes d'un autre. Ils firent mettre nu toutes les femmes, ils les enchaînèrent aux chevilles et aux poignets, puis ils les exhibèrent devant la population. Parmi elles, il y en avait une qui était enceinte. Un barbare dégaina son sabre et lui ouvrit le ventre, il en sortit le fœtus, il lui coupa la tête et il shoota dans ce qui restait. Cela dépasse en cruauté tout ce qu'on peut imaginer.

Sachant que ces monstres de cruauté sont armés notamment par la France, ménager ou discuter avec le gouvernement français (actuel de Macron et les précédents sous Hollande), c'est être le complice de ces (et ses) actes monstrueux, c'est se compromettre à jamais. On est bien gouverné par des barbares, on commence seulement à le découvrir ou à s'apercevoir que l'on vit sous une dictature impitoyable. Il n'y a pas eu d'immenses manifestations en soutien aux peuples libyen et syrien en France. A force de présenter le régime en France comme démocratique, il avait la légitimité pour bombarder la Libye, légitimité escroquée, mais légitimité tout de même, il n'en fallait pas plus pour que Sarkozy puisse agir à sa guise pour une bonne cause, délivrer un peuple d'un tyran sanguinaire, imaginaire.

Autre chose.

Nous sommes en train d'assister depuis la campagne électorale présidentielle américaine à un gigantesque affrontement entre deux clans au sommet de l'oligarchie anglo-saxonne dont on ignore encore lequel l'emportera sur l'autre. Il concerne la tactique à adopter face à la crise du

capitalisme et aux attentes ou aux exigences de plus en plus pressantes et nombreuses du prolétariat mondial qui en sont à l'origine, sans renoncer à la stratégie qu'ils ont adoptée pour pérenniser leur domination de classe.

Maintenant essayons de voir dans un premier temps quelles sont les exigences de ces deux clans de l'oligarchie en tentant d'être le plus clair possible, sachant que Trump doit adopter une orientation politique qui satisfasse à la fois les milieux d'affaires et l'armée ou le Pentagone qui sont d'ailleurs omniprésents dans son gouvernement. Comme aucun des deux clans en présence ne peut l'emporter sur l'autre, il faudrait peut-être dire pour être plus précis qu'aucun des deux clans ne peut l'emporter sans l'autre ou ne pourra avancer vers leurs objectifs communs, son orientation politique sera une combinaison des tactiques adoptées par ces deux clans que l'on pourrait résumer ainsi : la voie privilégiant la diplomatie et les moyens de pression classiques pour le clan soutenant Trump, et la voie privilégiant la guerre ou la guerre de basse intensité pour le clan représenté par Obama et H. Clinton, les deux étant orientés vers les mêmes objectifs économiques et politiques : intégrer la Russie et la Chine dans leur stratégie et neutraliser le mouvement ouvrier international, tout en conservant leur hégémonie sur le marché mondial et en instaurant un nouvel ordre politique mondial. Le clan de Trump n'oeuvre pas à l'éclatement de la Russie et de la Chine, contrairement à l'autre clan. Ce dernier soutient l'indépendance de la Catalogne, alors que celui de Trump y est opposé. On retrouve la même fracture sur l'Irak et la Syrie.

Cette orientation politique étant une combinaison des tactiques adoptées par les deux clans rivaux, elle se traduira par des concessions de part et d'autre sans forcément changer de ton ou que cessent leurs provocations ou accusations respectives que les médias se chargeront de répercuter de manière à entretenir la confusion sur leurs réelles intentions, pendant qu'ils appliqueront leur politique. Il ne faut donc pas s'attendre non plus à ce qu'ils cessent leur guerre idéologique et psychologique contre les masses, et on peut déjà prédire qu'ils vont s'employer à renforcer les instruments dont ils disposent déjà pour accentuer leur contrôle des peuples, tout en maintenant toutes les lois liberticides qu'ils ont adoptées. La propagande destinée à s'attaquer hypocritement aux préjugés des masses et à semer la division au sein de toutes les classes ou le chaos devrait s'amplifier, pendant qu'ils continueront à s'attaquer aux droits sociaux et politiques de tous les peuples exploités et opprimés. Sur ces deux points là ils sont d'accord.

Le clan des néolibéraux représenté par Trump constatant que la voie de la guerre adoptée par celui d'Obama, Clinton ou Mc Cain n'avait pas permis de réaliser des pas significatifs pour intégrer la Russie et la Chine dans leur stratégie, il compte s'y prendre autrement pour atteindre plus rapidement cet objectif, en employant la voie de la diplomatie, mais Trump ne peut pas recourir directement à cette voie, parce que le clan adverse contrôle l'ensemble des institutions internationales, ainsi que l'administration américaine et la quasi-totalité des médias, il est donc obligé de tenir un discours belliqueux envers la Russie, la Chine, la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie pour satisfaire les partisans de l'autre clan, en quelque sorte cela les occupe, et pendant ce temps-là il applique sa politique qui consiste à associer ces pays à la stratégie américaine, alors qu'elle est en totale contradiction avec son discours. Trump va devoir faire des concessions politiques à la Russie et la Chine, tandis qu'ils n'interféreront pas dans les affaires du Pentagone pour être agréable à l'autre clan de l'oligarchie et justifier au passage les gigantesques dépenses militaires américaines, bref, il faut bien contenter tout le monde, y compris le clan de la guerre au sein de l'oligarchie anglo-saxonne et du Pentagone.

Le changement de cap annoncé en Arabie saoudite fait partie de cette nouvelle orientation de la politique américaine, il est à mettre au compte du clan de Trump. De la même manière que le dernier rapport de l'ONU accusant Bachar al-Assad d'avoir utilisé des armes chimiques est à mettre au compte du clan Obama-Clinton, tandis que Trump a cessé d'armer les barbares en Syrie.

Quant à l'Union européenne, c'est la chasse gardée des Américains que leurs multinationales ont entrepris de dépecer (Alstom, par exemple) ou piller ou encore de contrôler, ce qui ne les empêche pas de s'associer à des multinationales russes ou chinoises. Et il se peut que Trump conserve la politique initiée sous la présidence d'Obama consistant à entretenir un foyer de guerre contrôlé (Ukraine) histoire de satisfaire l'OTAN et les généraux les plus belliqueux du Pentagone, ce qui présente d'autres avantages politiques, notamment d'entretenir un climat délétère ou une menace permanente de guerre entre les pays de l'UE et la Russie propice au développement de la xénophobie et de l'extrême droite, tout en satisfaisant le lobby militaire et permettre toute sorte de trafic d'armes.

Dans ces conditions, l'UE ne sera pas amenée à renforcer son pouvoir face aux Etats-Unis, bien au contraire, et Trump aura le choix entre adopter le traité de libre échange qui a été ajourné si les conditions politiques le permettent, si l'oligarchie le juge encore utile, sinon il soutiendra les gouvernements de l'UE qui adoptaient des mesures comparables à celles contenues dans ce projet de traité et qui sont favorables aux multinationales, peu importe la voie ou les moyens du moment que leur objectif serait atteint.

Tout cela peut sembler fort compliqué pour comprendre ce qui se passe réellement aux Etats-Unis, entre ces deux clans qui s'affrontent et qui tiennent un double langage et jouent un double jeu, les dirigeants des autres pays ne comprenant pas forcément ce qui est en jeu ou leurs intentions respectives, les médias non plus, les dirigeants du mouvement ouvrier encore moins, bref tout le monde y va de son interprétation et contribue au chaos général qui semble prédominer, pendant qu'en réalité l'oligarchie applique sa stratégie et les masses sont en proie à la pire des confusions les conduisant à la paralysie.

Est-ce clair ? On aura compris pourquoi au premier abord les travailleurs ont du mal à s'imaginer ce qui se passe réellement ou à s'y retrouver. Il y a les discours et il y a les faits. Les deux sont animés par des intentions inavouables. Ils privilégient des moyens ou des voies différentes pour parvenir au même but : nous réduire en servitude et nous exploiter, tout en nous réduisant à l'impuissance pour nous empêcher de nous soulever contre leur régime totalitaire. Il faut donc les combattre sur tous les fronts à la fois.

On peut facilement tomber dans le piège en adoptant la propagande du clan d'Obama-Clinton, et prendre au premier degré les déclarations de Trump que ce soit en les soutenant ou en les condamnant, dans tous les cas de figure, si vous vous placez sur ce terrain-là vous serez perdant à tous les coups ou vous aurez tout faux. Alors ils sont légions ceux qui se font piéger. Cela revient à devoir démêler le vrai du faux, le fictif ou imaginaire du réel, le mensonge de la vérité. Ce qui est bien réel, c'est l'exploitation, les inégalités abyssales, les injustices monstrueuses, l'absence de libertés et les guerres, le chaos, la barbarie. Un tableau si laid, si triste qu'il doit inspirer la résistance et la révolte, et non la résignation et le désespoir.

Les articles suivants apportent des précisions.

- Trump reprend le combat contre l'establishment US par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 octobre 2017

(Source : <http://www.voltairenet.org/article198471.html>)

- La « Révolution » de Trump en difficulté, par Alastair Crooke - Les-Crises.fr 27.10 (Source : Alastair Crooke, Consortium News, 25-02-2017 ; <https://consortiumnews.com/2017/02/25/trumps-embattled-revolution/>)

Alastair Crooke est un ancien diplomate britannique, qui était un responsable de haut rang du renseignement britannique et de la diplomatie de l'UE. Il est le fondateur et le directeur du forum Conflits.

Exercice pratique.

Chaque fois qu'on tombe sur un article sur la situation aux Etats-Unis, il ne faut surtout pas prendre pour argent comptant son contenu, parce que le plus souvent les rapports entre les différents acteurs qui y figurent sont déformés ou ne correspondent pas à la réalité. En voici un exemple.

« Above all » – La Junte tente d'élargir son pouvoir par Moon of Alabama — 24 octobre 2017

Dans une campagne de publicité de 2008, l'armée de l'air américaine s'est déclarée « Above all* ». Le slogan et le symbole de la campagne étaient les mêmes que ceux de la campagne allemande « Deutschland Über Alles** » de 1933. Cela annonçait ce qui allait arriver.

Par Moon of Alabama - 22 octobre 2017

Jeudi, Masha Gessen a regardé le point-presse du secrétaire général de la Maison Blanche, le général John Kelly, et est arrivée à cette conclusion:

Le point-presse a permis de se rendre compte de ce de ce à quoi ressemblerait un coup d'État militaire dans ce pays, car c'est dans la logique d'un tel coup d'État que Kelly a avancé ses quatre arguments.

1. Ceux qui critiquent le président ne savent pas de quoi ils parlent parce qu'ils n'ont pas servi dans l'armée. ...
2. Le président a fait ce qu'il fallait faire parce qu'il a fait exactement ce que son général lui a dit de faire. ..
3. La relation entre le président et la veuve d'un soldat ne regarde personne, sauf eux-mêmes. ...
4. Les citoyens sont classés en fonction de leur chance de mourir pour leur pays. ...

Gessen retarde. Le coup d'État s'est produit il y a des mois. Une junte militaire contrôle étroitement la politique de la Maison Blanche. Elle tente maintenant d'étendre son pouvoir. (C'est comme si on disait qu'aujourd'hui ou hier l'oligarchie financière venait de s'emparer du pouvoir aux Etats-Unis, alors qu'en réalité elle le détient depuis la création de la Fed en 1913, avant même en fait. Du coup, la manière dont les différents facteurs et leurs rapports sont analysés ou interprétés sont faussés ou erronés. - LVOG)

Depuis le début, Trump est le candidat de l'armée. Les deux autres centres de pouvoir du triangle du pouvoir, le monde des affaires et le gouvernement exécutif (CIA), soutenaient Clinton. Le candidat du Pentagone a vaincu la candidate de la CIA. (Comme dans le combat de ces derniers mois à Raqqa – avec le même résultat.) (En réalité les choses sont plus compliquées, aux deux principaux clans les plus puissants de l'oligarchie financière correspondent des clans à l'intérieur de la CIA, du FBI, du Pentagone, etc. - LVOG)

Le 20 janvier, le premier jour de la présidence du candidat « Tout sauf Hillary », j'ai lancé cet avertissement :

L'armée exigera d'être récompensée en ayant plus de représentants que les trois généraux actuels dans le cabinet de Trump.

Avec l'aide des médias, les généraux de la Maison-Blanche ont défait leur adversaire civil. En août, Trump a abandonné son pilote idéologique. Steve Bannon a quitté le navire. L'ennemi militaire de Bannon, le conseiller à la sécurité nationale, le général McMaster, a gagné. (Faux, cette interprétation était basée uniquement sur les apparences. On en a eu la preuve ces derniers jours. Pour en avoir la conviction, lire l'article Bannon sème le trouble à Washington publié le 24 octobre par le Réseau Voltaire qui contredit cette version des faits. - LVOG) J'ai écrit:

Une junte militaire dirige maintenant les États-Unis et plus tard j'ai expliqué:

Le succès de Trump en tant que candidat « Tout sauf Hillary » était basé sur une insurrection anti-establishment. Les représentants de cette insurrection, Flynn, Bannon et les électeurs MAGA (Make America Great Again), l'ont piloté à travers les premiers mois de son mandat. Une intense campagne médiatique a été lancée pour les contrer et les militaires ont pris le contrôle de la Maison Blanche. Les insurgés anti-establishment ont été remerciés. Trump n'est plus désormais que la figure publique d'une stratocratie – une junte militaire qui respecte formellement le droit. (Trump a sacrifié Steve Bannon pour temporiser face aux attaques du clan opposé de l'oligarchie... pour mieux imposer des militaires auxquels il n'oserait pas se frotter, et finalement appliquer sa politique. - LVOG)

Les militaires ont pris le plein contrôle du fonctionnement et des décisions et de la Maison Blanche (Cela ne fut-il pas déjà révélé le 11 septembre 2001 ? - LVOG) :

Tout ce qui a de l'importance passe maintenant par la junte ... Pour contrôler Trump, la Junte filtre son information et élimine toute opinion un tant soit peu différente ... Les membres de la junte dictent leurs décisions à Trump en lui proposant un minimum d'alternatives. Celle qui leur paraît préférable lui est présentée comme la seule possible. « Il n'y a pas d'alternatives, » vont-ils répéter à Trump encore et encore.

Maintenant qu'elle a pris le pouvoir central, la Junte commence à appliquer son idéologie et à interdire toute critique.

Le jeudi 19, Kelly a critiqué la parlementaire Frederica Wilson du sud de la Floride pour avoir écouté (elle était avec la veuve à ce moment-là) un échange téléphonique que Trump a eu avec l'épouse d'un soldat tué au combat :

Kelly a ensuite poursuivi sa critique de Wilson, en disant qu'à l'inauguration du Miramar, le bâtiment du FBI, en 2015, elle avait insisté dans son discours sur le fait qu'elle « avait trouvé l'argent » pour le bâtiment.

La vidéo du discours de l'élue démocrate de la Chambre des représentants (lien ci-dessus) prouve que ce que les allégations de Kelly sont fausses. Mais on n'a plus le droit de le dire. La junte, par définition, ne ment pas. Quand le lendemain les journalistes ont interrogé la secrétaire du service de presse de la Maison Blanche sur l'attaque injustifiable de Kelly, elle a répondu:

Mme SANDERS: Si vous voulez vous attaquer au général Kelly, c'est votre problème. Mais je pense que... que... si vous voulez vous lancer dans un débat avec un général de marine quatre étoiles, je pense que c'est quelque chose de tout à fait inapproprié.

Il est désormais « tout à fait inapproprié » de même poser une question à la Junte qui gouverne l'empire. (Pourquoi, était-ce possible du temps de G.W. Bush pour ne pas remonter plus loin ? Toute critique de la version officielle du 11/9 a été censurée, étouffée... - LVOG)

La vie des soldats américains, et en particulier des commandants, est dorée. Ils sont dorlotés et protégés. De nombreux emplois civils paient moins et sont plus dangereux. On construit un mythe autour de l'armée américaine à coup des centaines de millions de dollars investis dans les relations publiques et le marketing. L'armée américaine ne gagne pas de guerre, mais ses soldats sont décrits comme de meilleures personnes que le reste de la population. Les soldats eux-mêmes finissent par le croire. À la fin de son point-presse, le général Kelly a dénigré tous ceux qui ne sont jamais allés à l'armée ou pris une cuite :

Avant de quitter les lieux, Kelly a dit aux Américains qui n'ont pas servi dans l'armée qu'il avait pitié d'eux. « Nous ne méprisons pas ceux d'entre vous qui n'ont pas servi », a-t-il dit. « En fait, d'une certaine manière, nous sommes un peu désolés pour vous parce que vous n'avez jamais ressenti la merveilleuse joie qu'on ressent dans son cœur quand on fait ce que font les hommes et les femmes qui servent dans l'armée – pour la simple et unique raison qu'ils aiment leur pays. »

« Nous ne vous méprisons pas. Nous vous considérons comme de pitoyables créatures inférieures. » Quel foutu connard ! (Vous devriez plutôt vous demander pourquoi il vous prend pour des connards, et si quelque part les faits ne lui donne pas raison, cherchez bien, il y a matière à réflexion dans ce domaine. - LVOG)

Si les soldats sont à l'armée « pour la simple et unique raison qu'ils aiment leur pays », pourquoi veulent-ils à être payés? Pourquoi demande-t-on au public de financer 200 terrains de golf pour l'armée ? Parce que les soldats « aiment leur pays »? Seuls environ 10 000 sur les quelques 2 000 000 de soldats américains n'iront jamais sur une vraie ligne de front.

Et imaginez la « merveilleuse joie » que Kelly a dû ressentir « dans son cœur » lorsqu'il commandait le camp de torture illégal de Guantanamo Bay:

Kelly traitait avec brutalité la population de détenus, non inculpés ni reconnus coupable de crimes, sur la détention desquels il avait un contrôle total. Sa réponse à la grève de la faim pacifique des détenus en 2013 a été le gavage punitif, l'isolement et les balles en caoutchouc. En outre, il a saboté les efforts de l'administration Obama pour transférer ou rapatrier des détenus, sapant constamment la volonté de son commandant en chef.

L'ancien capitaine de l'armée américaine maintenant directeur de la CIA, Mike Pompeo, a fait ses études à l'académie militaire des États-Unis à West Point. Il fait partie du cercle de la Junte, aux premières loges pour contrôler la compétition. Pompeo veut aussi ressentir cette « merveilleuse joie ». Vendredi, il a promis que la CIA deviendrait une « agence beaucoup plus féroce ». Au lieu de se contenter de faire subir le supplice de l'eau aux « terroristes » et de bombarder avec des drones les familles de couleur, la CIA plus féroce de Pompeo violera les enfants des « terroristes » et raserà à la bombe des villages entiers. Pompeo a dit cela lors d'une rencontre de la Junte avec les auteurs de guerre néo-conservateurs.

Le 19 octobre, Mattis, le secrétaire général de la Défense a été interrogé au Congrès sur le récent incident au Niger au cours duquel plusieurs soldats américains ont été tués. Mattis a instauré (vidéo 17h29) un nouveau critère plutôt curieux pour le déploiement des troupes américaines:

Chaque fois que nous engageons des troupes quelque part, nous nous posons une simple et unique question que voilà : la présence de nos troupes à cet endroit va-t-elle améliorer suffisamment le bien-être du peuple américain ? Cela vaut-il la peine de risquer la vie de nos soldats ?

Dans son point-presse du 20 octobre, le général Kelly a également tenté d'expliquer pourquoi les soldats américains se trouvaient au Niger:

Alors pourquoi étaient-ils là? Ils travaillent là-bas avec des partenaires, locaux – partout en Afrique – dans ce cas, le Niger – ils travaillent avec des partenaires, ils leur apprennent à devenir de meilleurs soldats; ils leur apprennent à respecter les droits humains ...

L'armée américaine est-elle vraiment qualifiée pour apprendre à quiconque à respecter les droits humains? A-t-il appris cela en perpétrant des atrocités de masse dans à peu près toutes ses campagnes?

L'un des soldats tués au Niger alors qu'il « enseignait le respect les droits humains » était « un spécialiste en chimie, biologie, radiologie et nucléaire » de 39 ans, avec « plus d'une douzaine de récompenses et de décorations » à son actif.

L'armée américaine a envoyé un spécialiste des Armes de Destruction Massive de haut niveau sur une « patrouille de routine » au Niger pour apprendre aux soldats locaux « à respecter les droits humains », ce qui sans nul doute va « améliorer suffisamment le bien-être du peuple américain » ?

Quelqu'un va-t-il vraiment acheter ce bobard?

Mais qui oserait poser la moindre question de plus à ce sujet ? C'est « tout à fait inapproprié » de douter de ce que dit l'armée. Bientôt cela sera carrément « verboten ». Soyez en sûrs, toute question sera qualifiée de « fake news » causée par une tortueuse influence étrangère. Celui qui osera poser des questions sera exclu des médias.

L'armée est maintenant vraiment « Above All ». Ce slogan de l'armée de l'air était un remake de la campagne de 1933 « Über Alles » de l'Allemagne. Espérons que la ressemblance historique s'arrêtera là !

<http://arretsurinfo.ch/above-all-la-junte-tente-delargir-son-pouvoir/>

*Au-dessus de tout

** L'Allemagne au-dessus de tout

Source: http://arretsurinfo.ch/above-all-la-junte-tente-delargir-son-pouvoir

Je me suis arrêté de commenter la suite de cet article qui n'était qu'un tissu de lieux communs ou qui relatait des faits sans intérêt.

Moon of Alabama incarne ce qu'ils appellent la gauche réformiste, progressiste ou démocratique, le courant politique dont sont issus ou auquel sont affiliés tous les partis sociaux-démocrates et ceux qui sont le produit de leurs scissions (MRC, PG, FI, etc.) depuis un siècle. Ils présentent tous la particularité d'être étranger au socialisme ou de représenter une idéologie en rupture avec les bases du socialisme à défaut de s'engager dans la voie de la rupture avec le capitalisme.

Cette idéologie qui se développera à la fin du XIXe siècle sera férocement combattu par Engels, puis par Lénine et les marxistes au début du XXe siècle. C'est cette même gauche révisionniste du socialisme, résolument anti-marxiste, anti-communiste, contre-révolutionnaire et inféodée au capitalisme qui gangrènera le mouvement ouvrier américain en le subordonnant au Parti démocrate. Et beaucoup plus tard en France, ce sera cette même gauche qui favorisera l'éclosion du parti de Macron, La République en Marche (LREM), et qui dans d'autres pays donnera naissance à des partis ou coalitions de courants constituant des partis auxquels seront associés des déçus du stalinisme qui auront adopté son idéologie réactionnaire (Syriza, Podemos, etc.).

Moon of Alabama n'envisage nullement d'affronter l'armée ou les institutions américaines, ils ne combattent pas à leur abolition, non, ils s'en accommodent très bien, ils leur reprochent juste de ne pas servir le peuple travailleur, alors qu'elles ont été créées par et pour les capitalistes. Vous comprendrez pourquoi on ne peut pas se situer sur le même plan qu'eux, celui de notre ennemi, ce qui signifie au passage qu'ils se placent eux-mêmes dans le camp de la réaction.

Mais alors sur quoi repose leur argumentation ? Sur le fait qu'ils nient le développement et la crise du capitalisme, ils sont tellement acquis au capitalisme qu'ils l'idolâtrèrent littéralement, ils en viennent à vouloir faire jouer un rôle à ses représentants pour lequel ils n'ont pas été programmés et élus, de la même manière qu'ils parent le capitalisme de vertus qu'il n'a jamais eu et n'aura jamais, et évidemment ils agissent de la même manière envers les institutions ou la Constitution qui seraient à les entendre les garantes de la démocratie, qui elle non plus n'a jamais existé aux Etats-Unis.

Autrement dit, leur idéologie, tout leur discours reposent sur une imposture, un déni de la réalité, c'est du domaine de la supercherie, de l'escroquerie politique destinée à tromper les travailleurs, service en échange duquel les capitalistes leur accordent des privilèges ou ménagent leurs intérêts, et quand ils ne sont pas à la hauteur de leurs attentes ou que les capitalistes se montrent ingrats envers eux, ils hurlent au scandale, ils s'indignent, ils font mine de se rebeller, pour ensuite sous la menace rentrer sagement dans le rang.

Parole d'internaute.

1- Je ne sais pas, j'ai le vague sentiment que depuis plusieurs décennies les gens s'indignent de ses choix qui s'imposent à nous contre notre volonté sans que cela ne produise d'effets tangibles sur la tendance au long cours. De manière épisodique il y a bien comme un petit vent de fraîcheur, un bulle d'air, ceci mis à part c'était la marche forcée, c'est toujours la marche forcée, demain sera encore de la marche forcée.

2- De toute manière, si nous ne nous décidons pas à prendre les armes tous ensemble, il ne servira à rien de continuer à se lamenter.

3- Vous prêchez un converti pour ainsi dire. Mais il faut faire sienne, aussi bien par pragmatisme que par pur cynisme, une forme de dialectique de combat encore inédite à ce jour.

En substance, comme disait l'autre, nous sommes légions. Nous aussi nous sommes légions et le moment venu, nous serons absolument impitoyables. Qu'ils le sachent.

Nos ennemis mortels – car ils sont nos ennemis mortels, ne vous y trompez pas – ne s'imaginent pas à quel point, actuellement, ils alimentent nos forces et ce faisant deviennent les complices inconscients (et par là-même d'autant plus pathétiques...), de leur propre anéantissement.

4- Je crains que vous n'avez pas bien saisi le danger que représente cette surveillance généralisée!

Avec elle, toute contestation du système en place deviendra impossible. Toute opinion contraire à la pensée dominante est enregistrée et les listes de personnes réputées dangereuses pour le régime existent déjà.

N'oublions pas que les premiers qui furent envoyés dans les camps de concentrations en Allemagne nazie, étaient les opposants au régime et notamment les communistes.

Toute dictature commence par neutraliser ses opposants potentiels et aujourd'hui, cette possibilité est phénoménale.

On n'aurait même plus besoin d'enfermer les « dissidents », l'envoi d'un drone suffirait à les neutraliser à tout jamais...

La situation est potentiellement bien pire que dans « 1984 »

Il fallait oser le dire.

- Le "*projet initial de la construction européenne, c'était la démocratie*"

Réponse : Mélenchon, vendredi à Athènes. (AFP)

Quand on sait que c'est l'impérialisme américain qui en est à l'origine, on a une idée assez précise du niveau de corruption politique de Mélenchon. C'est un négationniste à sa façon, en le traitant de charlatan on était en dessous de la réalité.

Qu'on se le dise : L'Union européenne n'est pas un instrument de la lutte de classe du capital. Ceci explique cela.

- "*Les règles d'organisation de l'Union européenne opposent les gens les uns aux autres dans les pays et entre les pays: c'est le règne de la compétition générale*", a-t-il regretté. Pour lui, l'Europe est "*facteur de choc civil, de choc guerrier*". AFP 28 octobre 2017

On appelle cela le délitement de la politique, le niveau zéro de la pensée.

Comme quoi il ose tout le populiste assumé.

- "Tenez bon!": en visite à Athènes, Mélenchon "remonte le moral" des Grecs - AFP

En visite dans la capitale grecque pour trois jours, avec quatre autres députés LFI, M. Mélenchon a ouvert le congrès de lancement du nouveau parti de l'ancienne présidente du parlement grec, Zoe Konstantopoulou, "Cap vers la liberté" (Plefsi Eleftherias).

(Il a soutenu le PASOK quand il était au PS, plus tard il a soutenu son clone, Syriza, et maintenant que Syriza au pouvoir applique la politique du PASOK, il soutient un nouveau parti issu de Syriza, et si celui-ci parvenait au pouvoir, il appliquerait la même politique que Syriza, et ainsi de suite. Et chaque fois on nous a dit qu'il fallait soutenir ces partis au nom du front unique ouvrier et pas seulement en Grèce. Quand les militants vont-ils comprendre que leurs dirigeants ont passé leur temps à se foutre littéralement d'eux, quand ? - LVOG)

Et il ne peut pas se passer de la BCE, c'est dans l'ordre des choses.

Le député français a enfin une nouvelle fois appelé à ce que la Banque centrale européenne rachète "la totalité" des titres des dettes souveraines de tous les pays européens pour les mettre ensuite "dans le frigidaire".

Intransigeant avec M. Tsipras, il a jugé que sa "capitulation" devant les exigences de l'Union européenne était "la catastrophe la plus terrible (car elle est) morale, psychologique, spirituelle, affective".

(Mais surtout pas politique... comme la sienne ! On comprend. - LVOG)

Ce qui n'a pas empêché M. Mélenchon de "remercier" les Grecs d'avoir porté le Syriza, dirigé par M. Tsipras, au pouvoir en janvier 2015.

(Quel cynisme ! Je ne suis pas certain que les travailleurs grecs apprécieront. - LVOG)

Les travailleurs qui la paient en sueur et privations de tout ordre seront heureux de l'apprendre.

"Voici le terrible secret: aucun effort ne servira jamais à rien, la dette ne sera jamais payée", a-t-il argumenté. AFP 27 octobre 2017

En France le service de la dette qui représente plus de 40 milliards d'euros chaque année, et qui est le second budget de l'Etat je crois me souvenir, qui le finance, qui paie cette dette sinon les travailleurs sous forme d'impôts et de taxes ou de prélèvements divers. Ce sale type raconte n'importe quoi, il se fout du sort des travailleurs.

Jacques a dit lever la main, LFI lève la main. Jacques a dit baisser la main, LFI baisse la main (ou baiser la main de son souverain...

Harcèlement: les députés LFI plaident pour des "moyens sonnants et trébuchants" AFP

Les députés de la France insoumise ont plaidé jeudi pour des "moyens sonnants et trébuchants" pour lutter contre le harcèlement, arguant que "les mots ne suffiront pas", même s'ils sont "essentiels", dans une tribune publiée dans Le Monde.

Il est la coqueluche des médias-oligarchiques, eux au moins ils ne s'y trompent pas.

Est-ce le rôle de dirigeants censés représenter la classe ouvrière de réclamer le renforcement de l'appareil militaro-police-judiciaire de l'Etat des capitalistes destiné avant tout à réprimer les exploités et les opprimés? Au fait, tous les militants le savent-ils, en ont-ils conscience ?

Splendeur et décadence de la civilisation humaine. La "lèpre idéologique" qui gangrène lentement mais sûrement les consciences.

Pour l'Académie, l'écriture inclusive est un «péril mortel» - LeFigaro.fr

Les immortels de l'Académie française se sont fendus ce jeudi 26 octobre d'une déclaration au ton alarmiste condamnant vertement l'écriture inclusive. Ils vont même jusqu'à prédire un «péril mortel» pour l'avenir de la langue française. Pour rappel, cette graphie consiste à inclure le féminin, entrecoupé de points, dans les noms, comme dans «mes ami-e-s», pour le rendre «visible». Le «point milieu», ce signe situé à mi-hauteur des lettres, peut être utilisé alternativement en composant un mot comme «lycéen-ne» comme suit: racine du mot + suffixe masculin + le point milieu + suffixe féminin.

Cette pratique défendue par certaines militantes féministes au prétexte que la langue française «invisibiliserait les femmes» a beaucoup fait parler d'elle ces dernières semaines alors qu'un manuel scolaire, destiné à des élèves de CE2, a été publié pour la première fois en écriture inclusive en mars 2017. On peut y lire que «grâce aux agriculteur.rice.s, aux artisan.e.s et aux commerçant.e.s, la Gaule était un pays riche». L'éditeur a expliqué avoir choisi d'appliquer les recommandations du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes datant de 2015.

Prenant acte de la diffusion de cette «écriture inclusive» qui «prétend s'imposer comme norme», l'Académie française élève à l'unanimité une solennelle mise en garde: «La démultiplication des marques orthographiques et syntaxiques qu'elle induit aboutit à une langue désunie, disparate dans son expression, créant une confusion qui confine à l'illisibilité. On voit mal quel est l'objectif poursuivi et comment il pourrait surmonter les obstacles pratiques d'écriture, de lecture - visuelle ou à voix haute - et de prononciation. Cela alourdirait la tâche des pédagogues. Cela compliquerait plus encore celle des lecteurs.

Il est déjà difficile d'acquérir une langue, qu'en sera-t-il si l'usage y ajoute des formes secondes et altérées? Comment les générations à venir pourront-elles grandir en intimité avec notre patrimoine écrit? Quant aux promesses de la francophonie, elles seront anéanties si la langue française s'empêche elle-même par ce redoublement de complexité, au bénéfice d'autres langues qui en tireront profit pour prévaloir sur la planète.»

«Bégaiement cérébral»

Membre de l'Académie française, Michael Edwards, poète, philosophe et traducteur franco-britannique, avait confié début octobre au Figaro à quel point l'écriture inclusive abîmait, selon lui, la langue française. «C'est la chair même du français qui est ainsi rongée, et son esprit qui se trouve frappé d'une sorte de bégaiement cérébral», indiquait-il. Les académiciens avec qui il avait discuté du sujet étaient «scandalisés» mais ont décidé de prendre un peu de temps pour réagir officiellement.

La virulence du communiqué de l'Académie a été peu goûtée, jeudi, par les féministes, comme la militante et «cheffe d'entreprise» Caroline De Haas: «On va tous mourir!», écrit-elle sur Twitter. «Et après, c'est nous qu'on traite d'hystériques...»

Cette condamnation sans appel des académiciens sera-t-elle entendue? Pas si sûr. Depuis 2015 et les recommandations du Haut Conseil à l'égalité entre les hommes et les femmes, l'écriture inclusive, longtemps cantonnée aux associations féministes et aux partis d'extrême gauche, entre peu à peu dans les mœurs.

Plusieurs ministères, institutions, collectivités et universités se sont depuis mises à appliquer peu ou prou ces recommandations. Sur le site du ministère de l'Éducation nationale, il est ainsi désormais question de professeur-es. Le ministère de la Santé, quant à lui, évoque les chirurgien-ne-s-dentistes. Depuis 2016, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) s'est engagé très officiellement à écrire de façon inclusive: «Assemblée la plus paritaire de la République française, le CESE est convaincu que les stéréotypes, terreau du sexisme, sont profondément ancrés dans notre société et s'expriment dans le langage et la grammaire.» Le Cnam se définit désormais comme une école d'ingénieur-e-s «parce que nos formations sont ouvertes à toutes et tous».

Dans certains médias comme TV5Monde, dans des communications du CNRS, cette graphie a fait son apparition. Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation, lui, n'approuve pas: «On doit revenir aux fondamentaux sur le vocabulaire et la grammaire, je trouve que ça ajoute une complexité qui n'est pas nécessaire.» LeFigaro.fr 26 octobre 2017

Jamais je n'emploierai cette graphie débile qu'une partie de l'extrême gauche la plus décomposée (NPA en tête) - et par bien des aspects la plus réactionnaire (Syrie), a adoptée. La pire réaction leur balance un os à ronger et ils s'empressent de se jeter dessus comme des morfales. Mais les travailleurs s'en foutent complètement, tout comme ils se foutent de cette élite de nantis dégénérés.

Ce n'est pas un hasard, si ce sont les mêmes militants qui refuseront de s'associer avec des militants d'autres partis, au nom de désaccords qu'ils s'emploient à multiplier et qui à leurs yeux sont prioritaires sur ce qu'ils ont en commun, c'est là qu'on s'aperçoit que les intérêts collectifs des travailleurs passent chez eux après leurs intérêts individuels ou de leurs chapelles.

La réaction le sait, elle connaît leurs faiblesses, elle leur balance un appât et eux ils se jettent dessus, ils vont enfin pouvoir faire parler d'eux, ils vont être associés à des gens respectables, ils vont enfin pouvoir remporter une victoire... pendant que sur fond de division le gouvernement en profite pour faire passer des mesures antisociales collectives ! Avec le PS hier, LREM aujourd'hui,

ils se retrouvent au côté de la pire réaction, c'est toujours mieux que de se retrouver au côté du POID ou du POI, par exemple.

Au contraire, la langue française devrait être simplifiée, par exemple l'accent circonflexe d'hôtel, de théâtre, etc. est inutile et devrait être supprimé, tout comme le "h" d'héberger ou celui de philanthrope (th). On peut se passer de ces lettres ou accents qui ont une origine étymologique (contraction du "s", par exemple, ostel au XIe siècle, hôtel) ou servent à fournir une indication illusoire sur la manière de prononcer une lettre, que le (phonème) "a" de théâtre soit antérieur ou postérieur, qu'il provienne du devant ou du fond du palais pour faire simple ne le rendra pas plus ou moins audible, ils ont modifié l'orthographe d'évènement en événement, après s'être aperçus que la plupart des gens prononçaient événement.

Commentaires d'internautes

1- Pourquoi dans son commentaire Twitter Mme Haas n'a-t-elle pas écrit "On va tou.te.s mourir"? En fait, cette "règle" est tellement compliquée qu'elle n'arrive même pas à l'utiliser elle-même.

2- "Le Petit Robert contient 60 000 mots.

Les personnes cultivées connaissent 15 000 mots.

Les Français, en moyenne, n'utilisent que 3 000 mots.

Les lycéens maîtrisent 800 à 1 600 mots.

Les 10% de Français les moins éduqués ont 350 à 400 mots à leur disposition (selon le linguiste Alain Bentolila).

Ne soyons pas étonnés du fiasco continu de "l'école ascenseur social". Ne soyons pas non plus surpris par l'essor de l'enseignement privé qui n'en demandait pas tant. L'idéologie gauchiste aura réussi de façon spectaculaire et déplorable à remplacer l'ascenseur social par la fracture sociale."

3- Masculin, féminin, et les trans... les neutres, les non masculin/ féminin? Ils ne sont pas représentés dans cette orthographe sexiste! Je proteste énergiquement, et demande une correction immédiate de ces règles hyper sexuées qui génèrent une nouvelle domination!

4- Dans mon entourage, 100% des femmes interrogées trouvent ça grotesque! Il n'y a guère que quelques féministes hystériques (pléonasme...) pour défendre une telle hérésie! Il faudrait qu'un jour les féministes se rendent compte que leur comportement est presque systématiquement contreproductif.

5- En quoi cette écriture est-elle "inclusive"? Le sens de ce mot est travestis pour des raisons marketing. On pourrait parler d'écriture "polygenre" ou tout simplement "neutre", mais le terme "inclusive" laisse entendre que ses détracteurs sont des personnes qui "excluent" et donc des bêtes à abattre. Décidément, la "bien pensance" et la novlangue qui l'accompagne sont prêts à tout pour monter les gens les uns contre les autres. Heureusement que les femmes n'aiment pas les féministes dans leur majorité, sinon je crois que je n'aimerais plus les femmes.

6- L'écriture inclusive laisse supposer que les lecteurs sont des abrutis finis incapables de faire un quelconque discernement sans qu'on leur explose le mot (faute de l'éducation nationale ?).

7- La lecture procède d'une combinaison reconnaissance visuelle des mots et sens de la phrase: on ne peut modifier d'un coup d'un seul l'orthographe d'autant de mots sans affecter la compréhension d'un texte: la répercussion attendue en est évidemment le retard d'acquisition d'une lecture fluide et globale aux élèves de CE2

8- Depuis quand l'idéologie modifie la langue française ? Non non et re-non. Même notre langue n'est pas à l'abri des lobby.

9- Les récentes réformes de l'orthographe et de la grammaire visaient à simplifier un corpus que certains trouvent au-dessus de leurs méninges. Et là, curieusement, il s'agit de tout compliquer! Il m'est d'avis que ce jargon inutile ne va pas tenir très longtemps. La question est : combien de temps?

10- L'écrire va devenir une corvée, la traduction va devenir une torture et l'esprit intelligent qui cherche et trouve toujours la simplification, va très vite adapté l'Anglais... eh je suis bien d'accord avec l'académie, la langue Française massacrée aura vécu, tué par les femmes savantes, à la Molière.

11- Jusqu'où certains vont-ils aller dans la débilité ?

12- L'idéologie féministe est une aberration intellectuelle qui confond l'égalité et la non-différence, qui nie les différences biologiques des femmes et des hommes. C'est sur le moyen long terme probablement plus mortelle que cette ridicule écriture inclusive : quand les femmes et les hommes ne se fréquenteront plus l'espèce humaine aura un petit problème...

13- Au fond c'est le grand retour des ligues de vertu et des petits curetons. Libe et les Inrocks sont les publications paroissiales modernes. Rien de nouveau. Juste la bêtise épaisse qui fait son boulot éternel.

Ravage et héritage de l'OTAN.

Héritage de l'Otan: la Serbie première en Europe pour le nombre de cancéreux - Arrêt sur Info.

<http://arretsurinfo.ch/heritage-de-lotan-la-serbie-premiere-en-europe-pour-le-nombre-de-cancereux-2/>

Les bombardements avec des munitions à l'uranium appauvri n'ont jamais préoccupé les partis écologistes et Verts qui, comme on l'a constaté, ont soutenu et continuent de soutenir les guerres de l'Otan, sans jamais se soucier des conséquences pour l'environnement et la santé des gens. Ces partis, comme tous les autres, combattent le nucléaire mais ne condamnent pas l'usage des armes à l'uranium appauvri, qui irradie et rendent invivables des pays entiers. Arrêt sur Info.

Il y a 16 ans, l'Otan commençait à bombarder la Yougoslavie.

Avec 5.500 cas de cancer enregistrés pour un million d'habitants, la Serbie arrive en première position en Europe pour le nombre de décès dus au cancer. L'opération militaire de l'Otan contre la Yougoslavie a fait jusqu'à 2.500 morts. Mais il ne s'agit là que d'un préjudice direct. Les avions de l'Otan ont largué près de 15 tonnes d'uranium appauvri sur le territoire serbe. La période radioactive de l'uranium est de 4,5 milliards d'années. Depuis les bombardements otaniens, les experts ont également découvert en Serbie des traces de plutonium dont la « longévité » atteint 24.000 ans.

Deux mois et demi après les bombardements, des spécialistes grecs ont constaté une augmentation de la radioactivité en Grèce en moyenne de 20% à 30%.

Les spécialistes serbes rappellent pour leur part que même une faible dose de radiation suffit à déclencher la transformation de cellules saines en cellules cancéreuses. Un autre risque consiste dans la mutation génétique qui entraîne la naissance d'enfants présentant des incapacités mentales et physiques. (...)

Selon l'Institut de santé publique de Serbie, pendant la période d'avant 2012, le nombre de malades atteints de lymphome et de leucémie a augmenté de 80% dans le pays.

« Si cette tendance se maintient, la Serbie comptera 5.500 cas de cancer enregistrés pour un million d'habitants. Par rapport à l'indice moyen (2.000 malades pour un million de personnes), ce chiffre ne manque pas d'inquiéter », a souligné le professeur Cikaric. « La Serbie occupe actuellement la première place en Europe pour le nombre de décès dus au cancer », a conclu le spécialiste serbe. Arrêt sur Info.

Syrie. Quand leur rhétorique les trahit.

Grille de lecture.

Tout d'abord, on nous dit que des experts appartenant tous à des pays en guerre contre la Syrie (détail fourni ailleurs le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov) confirment les accusations portées précédemment contre Bachar al-Assad sans preuve par Washington, Londres et Paris notamment.

Ensuite, en guise de preuves matérielles, ils affirment que ce serait, je cite, le "*scénario le plus probable*", mais une probabilité n'a jamais constitué un début de preuve.

Enfin, peu importe, pour le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, cette probabilité constitue une "*conclusion claire*" de la culpabilité de Bachar al-Assad, bref, il doit dégager.

Précisons que les Britanniques et les Français, ainsi que les Américains qui ont commandé ce rapport bidon soutiennent le clan de l'oligarchie anglo-saxonne opposé à celui de Trump, ils ne désarment pas.

- Le régime Assad tenu pour responsable d'une attaque au gaz sarin - AFP

Ces experts (de l'ONU et de l'OIAC - Organisation pour l'interdiction des armes chimiques - LVOG) ont conclu, comme l'affirmaient notamment Washington, Londres et Paris, que le régime de Damas est bien responsable de l'attaque: les éléments rassemblés vont dans le sens du "scénario le plus probable" selon lequel "le gaz sarin a été le résultat d'une bombe larguée par un avion", affirme le rapport, "certain que le responsable de cette attaque sur Khan Cheikhoun est le régime syrien".

Le rapport a délivré une "conclusion claire", a abondé le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, qui a exhorté "la communauté internationale à s'unir pour tenir le régime de Bachar al-Assad responsable" de cette attaque. AFP

- «Vous trouvez ça normal?»: Sergueï Lavrov évoque la mission de l'OIAC en Syrie - Sputnik 22.09

La mission de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques qui enquête sur les attaques chimiques en Syrie est composée de pays occidentaux hostiles à Damas, selon le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

«Il suffit de regarder la composition nationale des experts de la mission d'établissement des faits en Syrie formée par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques », a-t-il indiqué.

«Elle compte deux groupes dont l'un examine les plaintes formulées par l'opposition et l'autre se penche sur les affirmations du gouvernement au sujet de l'emploi de substances toxiques par

l'opposition. Tous les deux sont présidés par des ressortissants d'un même pays, un pays occidental qui se range sur des positions radicales et antigouvernementales dans la crise syrienne», a constaté Sergueï Lavrov ce vendredi au cours d'une conférence de presse.

«Vous trouvez ça normal? Moi non. Ce n'est pas normal en soi. En outre, la majorité des experts de cette mission font partie du groupe des Amis de la Syrie qui a été mis en place par l'administration Obama et dont les membres ont été choisis parmi ceux qui ne veulent que changer le système», a-t-il ajouté. Sputnik 22.09

Quand ils refusent leur défaite, ils en appellent au clan de la guerre.

- Venezuela: 12 pays d'Amérique demandent à l'ONU d'intervenir - AFP

Dans ce communiqué, le "groupe de Lima", regroupant l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Panama, le Paraguay et le Pérou, "demande au Secrétaire général et aux Nations unies de contribuer à gérer la crise et les violations continues des droits de l'homme".

Dans leur déclaration conjointe, les 12 pays dénoncent la façon dont se sont déroulées les élections régionales du 15 octobre, avec "des actes d'intimidation, de la manipulation, de contrainte sociale et de conditionnement du vote, en autres irrégularités".

A l'inverse de ce que prédisaient les sondages, le camp présidentiel a largement remporté ce scrutin, gagnant 18 des 23 postes de gouverneurs, générant une crise dans l'opposition. AFP

Tartuferies. C'est dans l'ordre des choses.

- L'opposition vénézuélienne, prix Sakharov 2017 du Parlement européen. - AFP

Le Parlement européen récompense la droite vénézuélienne liée à Washington et associée à des milices d'extrême droite, c'est dans l'ordre des choses, et il ne faut surtout pas en être choqué, il soutenait déjà le gouvernement et le parlement néonazis ukrainiens.

- Dossiers Kennedy: Washington met en ligne des milliers de documents - AFP

Après un suspense long de plus d'un demi-siècle, l'administration Trump a publié jeudi près de 3.000 dossiers secrets sur l'assassinat du président américain John F. Kennedy, repoussant toutefois de six mois la divulgation de certains documents jugés trop "sensibles".

On attendait la publication des 3.100 dossiers encore secrets. Finalement, 2.891 ont été mis en ligne jeudi soir sur le site des Archives nationales américaines

(<https://www.archives.gov/research/jfk/2017-release>).

Mais "le président a autorisé de retenir temporairement certaines informations qui pourraient porter atteinte à la sécurité nationale, au maintien de l'ordre ou aux affaires étrangères", ont précisé les Archives nationales américaines.

La plupart de ces demandes sont venues de la CIA et du FBI, la police fédérale américaine, selon des responsables de l'administration Trump.

Le président américain a donné six mois aux services de renseignement, jusqu'au 26 avril 2018, pour épilucher les documents jugés sensibles et en censurer, le cas échéant, les parties les plus délicates.

"Au terme de ce délai, j'ordonnerai la publication de toutes informations dont les services n'auront pas pu démontrer" qu'elles devaient être tenues secrètes, a martelé le président, qui est lui-même par le passé entré dans le jeu des théories et fantasmes autour de cet assassinat.

Une commission d'enquête lancée quelques jours après la mort du charismatique président de 46 ans, la commission Warren, avait conclu que "JFK" avait été tué par l'ancien Marine tireur d'élite Lee Harvey Oswald, ayant agi seul.

Cette position officielle n'a pourtant jamais suffi à étouffer les hypothèses sur un complot ourdi contre le 35e président américain à Dallas, au Texas. AFP 27 octobre 2017

On aura compris qu'ils ne publieront jamais l'intégralité des documents encore existants démontrant l'implication de la CIA ou d'autres acteurs liés à l'oligarchie dans l'assassinat de Kennedy, les plus compromettants ayant sans doute déjà été détruits.

Ils osent tout.

- «Peur du CDI» : la fausse piste de «l'incertitude juridique» - liberation.fr
- Les indices qui montrent que Robert Boulin a été tué - LePoint.fr
- La Fondation Nobel possède indirectement des parts chez des fabricants d'armes atomiques - Liberation.fr
- Mikheïl Saakachvili, chef d'un village d'irréductibles protestataires à Kiev - Liberation.fr
- Une lycéenne japonaise est en procès contre les autorités de sa région : ses professeurs la forçaient à teindre en noir ses cheveux, naturellement bruns, au nom du règlement intérieur de l'établissement qui bannit tous les cheveux d'une autre couleur. - Liberation.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Le père fouettard n'était pas le bienvenue.

- «Je ne suis pas le Père Noël»: la phrase de Macron qui déclenche des émeutes en Guyane - Sputnik

«Je ne suis pas le Père Noël parce que les Guyanais ne sont pas des enfants», a déclaré Emmanuel Macron lors de son premier voyage outre-mer. Bilan: cocktails Molotov, gaz lacrymogènes, personnes interpellées, un gendarme et un policier blessés...

Plusieurs heures d'affrontements à Cayenne entre forces de l'ordre et manifestants ont marqué jeudi soir le premier jour de la visite en Guyane d'Emmanuel Macron, qui a averti dès son arrivée qu'il n'était pas venu en «Père Noël».

Plus d'un millier de personnes se sont ainsi rassemblées pour réclamer le respect de l'accord signé le 21 avril, par lequel l'ancien gouvernement a acté un plan d'urgence de 1,08 milliard d'euros, signé des accords sectoriels et «pris acte» d'une demande de 2,1 milliards d'euros de mesures supplémentaires.

Réclamant un rendez-vous avec le chef de l'État, les manifestants se sont ensuite rassemblés devant la préfecture, où ils ont écarté une première série de barrières pour se rapprocher du bâtiment.

L'Élysée leur a proposé un rendez-vous vendredi matin, mais les manifestants ont réclamé de voir M. Macron dès la soirée.

La tension est ensuite montée. Emmanuel Macron «n'a aucun respect pour nous», a déclaré Davy Rimane, membre du collectif. «Maintenant, on sait à qui on a affaire.»

Cinq personnes ont été interpellées, a indiqué le procureur Eric Vaillant à l'AFP. Un gendarme mobile et un policier ont été légèrement blessés.

Pendant plusieurs heures, les forces de l'ordre ont tiré des gaz lacrymogènes destinés au départ à disperser un rassemblement devant la préfecture de Guyane.

En réponse, des jeunes, plusieurs cagoulés, ont lancé des cocktails Molotov et des projectiles, notamment aux abords du commissariat. Des poubelles ont été incendiées.

Avec un taux de chômage de plus de 20%, un taux de pauvreté de plus de 40%, une population jeune en forte croissance et une dépendance extrême aux dépenses publiques, la collectivité d'outre-mer connaît une situation économique difficile. Sputnik 21.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Le Parlement catalan a voté l'indépendance - publicsenat.fr et AFP

Après des semaines de tensions, les députés catalans viennent de voter en faveur de l'indépendance. Suite à quoi, le Sénat espagnol a voté l'application de l'article 155 de la Constitution pour permettre à Madrid de suspendre l'autonomie de la Catalogne.

L'article 155 stipule que « si une communauté autonome ne respecte pas les obligations qui lui sont imposées par la Constitution ou par d'autres lois, ou agit d'une manière qui porte gravement atteinte à l'intérêt général de l'Espagne, le gouvernement (...) pourra adopter les mesures nécessaires pour l'obliger à respecter les dites obligations, ou pour la protection de l'intérêt général».

En attendant les nouvelles élections régionales, convoquées par Madrid pour le 21 décembre, la nuit barcelonaise était dominée par les indépendantistes et leurs feux d'artifice, sur la place Sant Jaume.

Mais samedi, à Madrid, ce sera au tour des partisans du maintien de la Catalogne en Espagne de manifester: deux camps diamétralement opposés, symbole de cette crise sans précédent pour l'Espagne depuis son retour dans le camp de la démocratie, en 1977.

A l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire, le dirigeant conservateur Mariano Rajoy a annoncé la destitution du président séparatiste catalan Carles Puigdemont et de son

gouvernement. Et le parlement catalan, dominé par les indépendantistes, a été dissous, en attendant son renouvellement, lors d'un scrutin annoncé pour le 21 décembre.

Dès samedi, la vice-présidente du gouvernement espagnol, Soraya Saenz de Santamaria, devait réunir les secrétaires d'Etat qui seront chargés d'assumer les fonctions des gouvernants catalans.

Les autres mesures annoncées comprennent la destitution du directeur de la police régionale catalane ou encore la fermeture des "représentations" catalanes dans le monde.

Mais les conséquences de cette déclaration d'indépendance unilatérale de la Catalogne, comme de la mise sous tutelle par Madrid, sont incalculables.

Washington, Londres, Berlin, Ottawa ou encore Paris ont de même immédiatement fait savoir qu'ils soutenaient l'unité de l'Espagne.

Relevé de ses fonctions par Madrid, le président catalan Carles Puigdemont ne s'est pas exprimé depuis l'annonce officielle de sa destitution. publicsenat.fr et AFP 28 octobre 2017